

## **COUR ADMINISTRATIVE**

**Numéro 24022C du rôle  
Inscrit le 4 février 2008**

---

**Audience publique du 15 janvier 2009**

**Appel formé par  
la société à responsabilité limitée ..., ...  
contre un jugement du tribunal administratif du 27 décembre 2007  
(no 22697 du rôle)  
en matière d'impôts**

---

Vu l'acte d'appel déposé au greffe de la Cour administrative le 4 février 2008 par Maître Alain STEICHEN, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, en nom et pour compte de la société à responsabilité limitée ..., ayant son siège social à ..., ..., représentée par ses organes sociaux en fonctions, contre un jugement rendu en matière d'impôts par le tribunal administratif en date du 27 décembre 2007, à la requête de l'actuelle appelante tendant à la réformation d'un bulletin d'établissement des revenus d'entreprises collectives pour l'année 2000 émis le 30 novembre 2005 par le bureau d'imposition Sociétés 2 à l'égard de la société civile immobilière ... ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 4 mars 2008 par Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Marie Klein ;

Le rapporteur entendu en son rapport et Maître Alain STEICHEN, ainsi que Monsieur le délégué du gouvernement Claude LICK en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 27 mai 2008 .

Vu le mémoire additionnel déposé au greffe de la Cour administrative le 19 juin 2008 par Maître Alain STEICHEN en nom et pour compte de la société à responsabilité limitée ... ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 25 juin 2008 par Monsieur le délégué du gouvernement Claude LICK ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le rapporteur entendu en son rapport complémentaire et Maître Alain STEICHEN, ainsi que Monsieur le délégué du gouvernement Claude LICK en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 2 décembre 2008.

-----

Au 1<sup>er</sup> janvier 1999, la société à responsabilité limitée ..., préqualifiée, la « *société* ... », détint 510 parts sociales (sur un total de 1000 parts) de la société civile immobilière ....

Le 28 septembre 1999, la société ... céda ces 510 parts à la société anonyme ..., établie à ..., ... au prix de 3.000.- LUF par part sociale.

Le 25 octobre 1999, la société ... céda lesdites 510 parts à la société anonyme ..., établie à ..., rue ... au prix unitaire de 91.843.- LUF.

Suivant une convention sous seing privé du 15 novembre 1999, la société anonyme ... revendit les 510 parts à la société ... au prix unitaire de 93.470.- LUF.

A travers une convention sous seing privé du 4 août 2000, la société ... vendit à la société anonyme ... 240 parts dans la société civile immobilière ... au prix unitaire de 116.670.- LUF.

Suite à l'émission, par le bureau d'imposition Sociétés 2 du service d'imposition de l'administration des Contributions directes, ci-après dénommé le « bureau d'imposition », d'un bulletin d'établissement des revenus d'entreprises collectives pour l'année 1999 et d'un projet d'imposition pour l'année 2000 à l'égard de la société civile immobilière ..., la société ... réclama contre ce bulletin et formula des objections contre ce projet, tout en fournissant des informations complémentaires notamment sur les différentes cessions de parts de la société civile immobilière ....

En date du 30 novembre 2005, le bureau d'imposition émit à l'égard de la société civile immobilière ... un bulletin d'établissement des revenus d'entreprises collectives pour l'année 2000 à travers lequel il fixa le revenu de la société civile immobilière ... à 25.804.625.- LUF et imputa à la société ..., en sa qualité d'associé, une quote-part de 1.312.145.- LUF dans le revenu collectif et un bénéfice de cession « immeuble commercial » de 23.451.514.- LUF du chef de la cession de parts susvisée du 4 août 2000.

En date du même jour, le bureau d'imposition émit à l'égard de la société ... un bulletin de l'impôt sur le revenu des collectivités pour l'année 2000 lui imputant entre autres sa part de  $(1.312.145 + 23.451.514 =) 24.763.659.-$  LUF dans le bénéfice de la société civile immobilière ....

Par courrier de son mandataire du 24 février 2006, la société ... introduisit une réclamation devant le directeur de l'administration des Contributions directes contre les deux bulletins d'établissement des revenus d'entreprises collectives et de l'impôt sur le revenu des collectivités du 30 novembre 2005 en contestant essentiellement le montant du bénéfice de cession du chef de la cession de parts du 4 août 2000 lui imputé.

Suite à une demande de « *régularisation de la procédure* » de la part de la division du contentieux de la direction de l'administration des Contributions directes, la société ... fit adresser le 9 mars 2006 un nouveau courrier de réclamation dont l'objet fut limité au bulletin d'établissement des revenus d'entreprises collectives du 30 novembre 2005.

Restant sans réponse de la part du directeur de l'administration des Contributions directes suite à sa réclamation contre ce bulletin, la société ... saisit, le 16 mars 2007, le tribunal administratif d'un recours tendant à la réformation du bulletin d'établissement des revenus d'entreprises collectives pour l'année 2000 du 30 novembre 2005 émis à l'égard de la société civile immobilière ....

Par jugement du 27 décembre 2007, le tribunal administratif déclara non justifié le recours de la société ... et en débouta la demanderesse avec mise des frais de l'instance à sa charge.

Se plaçant dans le cadre de l'article 55 (1) de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, en abrégé « LIR », qui dispose que « *le bénéfice de cession ou de cessation visé à l'article 15 est constitué par l'excédent de la valeur actuelle du prix de cession, préalablement augmentée de la valeur estimée de réalisation des biens investis qui, à l'époque de la cession ou de la cessation, sont transférés au patrimoine privé de l'exploitant, sur la somme des frais de cession ou de cessation et de la valeur de l'actif net investi à ladite époque. Cette dernière valeur est celle établie pour la détermination du bénéfice courant d'exploitation conformément aux prescriptions régissant l'évaluation en fin d'exercice* », le tribunal releva qu'en vertu de cet article, le bénéfice de cession est constitué, en substance, par l'excédent du prix de cession sur la valeur de l'actif net investi à l'époque de la cession, cette dernière valeur étant celle fixée pour la détermination du bénéfice courant d'exploitation.

Sur ce, comme dans le chef d'un associé d'une entreprise collective fiscalement transparente, l'actif net investi de l'exploitation lui imputée comprendrait, au vœu des dispositions combinées des articles 15 (1) n° 4 et 57 LIR, non seulement l'actif net investi propre à l'entreprise collective mais également les éléments du bilan complémentaire propre à l'associé, de manière que les éléments de l'actif et du passif de ce bilan complémentaire doivent également être pris en compte pour la fixation de la valeur de l'actif net investi visé par l'article 55 LIR, les premiers juges conclurent que c'était à bon droit que le bureau d'imposition compétent a tenu compte du bilan complémentaire de la société ... dans le cadre de la détermination du bénéfice de cession dégagé par la cession de parts du 4 août 2000.

Dégageant du dossier fiscal que le bureau d'imposition aurait fondé le calcul du bénéfice de cession sur les chiffres du bilan de la société civile immobilière ... au 31 décembre 1999, tel que lui soumis dans le cadre des déclarations d'impôt de la société civile immobilière ..., pour déterminer l'actif net investi de la société civile immobilière ... au 31 décembre 1999 et la valeur du bilan complémentaire de la société ... en sa qualité d'associée et, après déduction de la somme totale de ces éléments du prix de cession de 28.000.800.- LUF, pour retenir un bénéfice de cession avant abattement de 23.691.514.- LUF et de 23.451.514.- LUF après déduction de l'abattement applicable, d'une part, et constatant un défaut de la société ... de justifier pourquoi il ne conviendrait pas de se tenir à ces chiffres, d'autre part, les premiers juges déclarèrent cette détermination du bénéfice de cession conforme à l'article 55 LIR.

Par requête déposée au greffe de la Cour administrative le 4 février 2008, la société ... a relevé appel de ce jugement.

L'appelante expose que le bureau d'imposition aurait, « *sur la base d'un bilan complémentaire* », fixé un bénéfice de cession « *immeuble commercial* » de 23.451.14.- LUF après abattement du chef de la cession de 240 parts (sur 510 parts détenues par elle et un total de 1 000 parts émises) de la société civile immobilière ... ; que ce bénéfice, ensemble avec un bénéfice commercial ordinaire non contesté de 1.312.145.- LUF, aurait ensuite été repris en tant que base d'imposition auprès de l'appelante pour l'exercice fiscal 2000 ; que le Bénéfice mis en compte par le bureau d'imposition utiliserait toutefois un chiffre erroné, au motif que le bénéfice que le bureau d'imposition aurait du retenir comme chiffre serait en fait une perte de 112.549.- LUF et que ce chiffre erroné aurait été repris par le bureau d'imposition en tant que base d'imposition, ensemble avec ses autres revenus.

Sur ce, elle demande à la Cour de « *réformer le jugement du tribunal administratif entrepris et de fixer le montant du Bénéfice à -112 549 LUF* ».

A l'appui de cette demande, l'appelante soutient que le fond du problème de l'affaire sous examen concernerait la détermination du bénéfice de cession par le bureau d'imposition à la suite de la cession des susdites 240 parts sociales et le fait que le « *bilan complémentaire* », tel que déterminé par le bureau d'imposition, serait erroné.

En vue de la détermination correcte du bénéfice réalisé par elle, l'appelante expose avoir été propriétaire, au 1<sup>er</sup> janvier 2000, de 510 parts sociales de la société civile immobilière ..., achetées au prix de 47.669.700.- LUF, qu'au bilan commercial, cette participation serait reprise à son prix d'acquisition et que le prix d'acquisition par part sociale s'élèverait donc à 93.470.- LUF ; que le 4 août 2000, elle aurait vendu 240 parts sociales de la société civile immobilière ... au prix de 116. 670.- LUF par part sociale, de sorte que le prix de vente total s'élèverait à 28.000.800.- LUF ; que dans sa comptabilité commerciale, elle aurait de ce fait réalisé un bénéfice de cession de 23.200.- LUF par part sociale, soit au total 5.568.000.- LUF pour 240 parts sociales et qu'en raison de la transparence fiscale de la société civile immobilière ..., ce bénéfice comptable ne correspondrait cependant pas au bénéfice fiscal, étant donné que lors de l'imposition, ce bénéfice comptable devrait être éliminé et être remplacé par le bénéfice fiscal.

Soutenant que pour la détermination du bénéfice fiscal, il faudrait prendre en compte l'actif net investi de la société civile immobilière ... et les éléments de son propre bilan complémentaire, elle admet que le bureau d'imposition aurait à juste titre pris comme référence pour l'acquisition des parts sociales les actifs et passifs de la société civile immobilière ... au 31 décembre 1998 et pour la cession des parts sociales les actifs et passifs de la société civile immobilière ... au 31 décembre 1999.

Ensuite, elle présente le bilan comptable (commercial) de la société civile immobilière ... au 31 décembre 1998 comme suit :

|                  |            |
|------------------|------------|
| Actif immobilisé | 33.742.117 |
| Actif circulant  | 428.276    |
| Total actif      | 34.170.393 |

|                  |             |
|------------------|-------------|
| Capitaux propres | 1.000.000   |
| Résultat         | - 313 521   |
| Provisions       | 0           |
| Dettes tiers     | 23.034.969  |
| Dettes associés  | 10.448.945  |
| Total passif     | 34.170.393. |

Elle insiste sur ce que ces chiffres n'auraient pas été contestés par le bureau d'imposition.

Selon l'appelante, dès lors que le 14 novembre 1999, elle n'aurait pas possédé de part sociale de la société civile immobilière ..., le prix d'acquisition fiscal des parts de la société civile immobilière ..., achetées le 15 novembre 1999, devrait correspondre au prix payé à ce moment-là, soit 93.470.- LUF par part sociale, impliquant une valorisation de 93.470.000.- LUF pour l'intégralité des 1 000 parts sociales de la société civile immobilière ....

Or, comme les éléments de l'actif circulant ainsi que du passif tiers auraient par nature une valeur de marché égale à leur valeur comptable, la valeur de marché de l'immeuble s'obtiendrait par différence comme suit:

|                   |              |
|-------------------|--------------|
| Valeur 100% parts | 93.470.000   |
| Actif circulant   | - 428 276    |
| Dettes tiers      | + 23.034.969 |
| Actif immobilisé  | 116.076.693  |

Ainsi, du point de vue fiscal, l'immeuble aurait donc été acquis par elle pour un prix de 59.199.113.- LUF (= 510/1000 x LUF 116 076 693).

Sur base de ce calcul, il serait possible d'établir au 31 décembre 1998 les bilans commercial, fiscal et complémentaire de la coexploitation de la société ... dans la société civile immobilière ... tels que le bureau d'imposition aurait dû les établir, à savoir :

| Bilan de la<br>SCI ACIERIE<br>au 31.12.1998 | Bilan<br>commercial | Bilan<br>commercial | Bilan<br>Fiscal | Bilan<br>fiscal | Bilan<br>complémentaire  |
|---|---------------------|---------------------|-----------------|-----------------|--------------------------|
|   | 100%                | 51%                 | 100%            | 51%             |                          |
|   |                     | a                   |                 | b               | b-a                      |
| Actif<br>immobilisé                         | 33 742 117          | 17 208 480          | 116 076 693     | 59 199 113      | 41 990 634               |
| Actif<br>circulant                          | 428 276             | 218 421             | 428 276         | 218 412         | 0                        |
| Total Actif                                 | 34 170 393          | 17 426 900          | 116 504 969     | 59 417 534      | 41 990 634               |
| Dettes                                      | 33 483 914          |                     |                 |                 |                          |
| Tiers                                       | 23 034 969          | 11 747 834          | 23 034 969      | 11 747 834      | 0                        |
| Clément SA                                  | 2 587 620           | 1 319 686           |                 |                 | - 1 319 686 <sup>1</sup> |
| ...<br>Fonds propres                        | 7 861 325           | 4 009 276           |                 |                 | - 4 009 276 <sup>2</sup> |
| Actif net<br>investi                        | 686 479             | 350 104             | 93 470 000      | 47 669 700      | 47 319 596               |

<sup>1</sup> Les dettes Clement SA et GROUPE FNP seraient éliminées au bilan fiscal car les deux sociétés sont des associés de la société civile immobilière de l'ACIERIE. Leurs comptes courant seraient de ce fait à assimiler à des fonds propres et auraient partant été éliminés pour déterminer l'actif net investi.

<sup>2</sup> Idem

|              |            |            |             |            |            |
|--------------|------------|------------|-------------|------------|------------|
| Total Passif | 34 170 393 | 17 426 900 | 116 504 969 | 59 417 534 | 41 990 634 |
|--------------|------------|------------|-------------|------------|------------|

L'actif net investi de la société ... dans la société civile immobilière ... (pour les 510 parts sociales achetées) s'élèverait ainsi à 350.104.- LUF pour ce qui est du bilan commercial ; l'actif net investi au bilan complémentaire s'élèverait à 47.319.596.- LUF et la somme de ces deux montants serait égale au prix payé par la société ... pour les 510 parts sociales, soit 47.669.700.- LUF.

L'appelante dresse ensuite le bilan commercial de la société civile immobilière ... au 31 décembre 1999 comme suit :

| Bilan commercial de la SCI ACIERIE au 31.12.2000 |            |            |
|--|------------|------------|
|  | 100%       | 51%        |
| Actif immobilisé                                 | 33 786 168 | 17 230 946 |
| Actif circulant                                  | 5 348 689  | 2 727 831  |
| <b>Total Actif</b>                               | 39 134 857 | 19 958 777 |
| Provisions                                       | 2 150 000  | 1 096 500  |
| Dettes   | 12 629 424 |            |
| Tiers  | 3 344 000  | 1 705 440  |
| Clément sa                                       | 1 737 620  | 886 186    |
| ...  | 7 547 804  | 3 849 380  |
| Actif net comptable/Actif net investi            | 24 355 433 | 12 421 271 |
| <b>Total Passif</b>                              | 39 134 857 | 19 958 777 |

Ainsi, le résultat fiscal réalisé par l'appelante lors de la cession des 240 parts sociales de la société civile immobilière ... s'établirait à -112.549.- LUF, en raison du calcul suivant :

|  |                 |
|--|-----------------|
| Prix de vente suivant acte                                 | 28 000 800      |
| Actif circulant  | -1 283 685      |
| Provisions   | 516 000         |
| Dettes Banques   |                 |
| Fournisseurs   | 802 560         |
| Autres dettes  | 2 228 502       |
| <b>Total</b>   | 30 264 177      |
| dont quote-part bénéfice commercial                        | 30 264 177      |
| 24 % valeur comptable des immeubles                        | -8 108 681      |
| <i>bilan complémentaire G. FNP</i>                         | -22 268 045     |
| Bénéfice de cession "immeuble commercial" avant abattement | <u>-112 549</u> |

L'appelante précise que pour déterminer le bénéfice, les actifs nets investis des bilans commercial et complémentaire seraient à juste titre déduits du prix de cession et que le montant à déduire correspondrait au prix payé par l'acheteur pour sa part dans la coexploitation. Or, le montant déduit à titre de bilan complémentaire par le bureau d'imposition s'élèverait à -1.536.018.- LUF, montant censé correspondre à 240/510 du total du bilan complémentaire investi par l'appelante, de sorte que le total investi au bilan complémentaire serait donc de -3.264.039.- LUF. Ainsi, le prix retenu pour l'immeuble au moment de l'acquisition des parts sociales par l'appelante aurait été inférieur de ce montant à

sa valeur comptable et l'immeuble acquis par la société civile immobilière ... en 1985, après déduction de l'amortissement cumulé de la période 1985-1998, vaudrait moins en réalité que sa valeur nette comptable. Or, tel ne pourrait pas être le cas, étant relevé que si la valeur comptable de l'immeuble serait de 33.742.117.- LUF, sa valeur estimée s'établirait à 116.076.693.- LUF.

L'appelante en dégage que les montants déduits par le bureau d'imposition à titre d'actifs nets investis dans les bilans commercial et complémentaire seraient erronés, de même que le résultat calculé et repris dans son bulletin d'imposition.

Concernant la question de savoir si les prétentions de l'appelante ne différeraient pas sensiblement de celles formulées par elle devant le directeur de l'administration des Contributions directes et les premiers juges, au point de devoir être qualifiées, en tout ou partie, de demande nouvelle prohibée, l'appelante estime ne pas formuler de demande nouvelle, mais seulement des moyens nouveaux, de sorte que son appel serait recevable.

L'Etat conclut à l'irrecevabilité de l'appel, sinon à son rejet pour manquer de fondement.

Le délégué du gouvernement estime que la prétention de l'appelante aurait un objet fondamentalement différent de sa prétention initiale, dans la mesure où celle-ci portait sur la détermination du bénéfice de cession d'après les dispositions de l'article 55 LIR, et serait irrecevable en vertu de l'article 41 (2) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives.

Au fond, il expose que le bureau d'imposition aurait, sur base des valeurs comptables des immeubles, de l'actif circulant et des dettes de la société civile immobilière ..., ainsi que sur un bilan complémentaire existant pour l'appelante, déterminé un excédent du prix de cession des 240 parts de 23.451.514.- LUF, compte tenu de l'abattement de l'article 130 LIR et que cette façon de faire aurait été approuvée par les premiers juges.

Ensuite, il relève que l'appelante aurait abandonné sa vision initiale consistant à déterminer le bénéfice de cession par multiplication de la différence de prix par le nombre de parts, pour demander maintenant que ce bénéfice soit déterminé sur la base des chiffres qu'elle soumet à titre de bilan complémentaire plutôt que selon les indications de l'article 55 LIR, mais qu'en l'état l'appel ne serait pas fondé.

La Cour est en premier lieu appelée à examiner la recevabilité de l'appel et dans ce contexte, la question de savoir s'il ne se heurte pas, en tout ou partie, aux dispositions de l'article 58 de la loi précitée du 21 juin 1999, qui admet les moyens nouveaux, mais prohibe « *les demandes nouvelles n'ayant pas figuré dans la réclamation* », étant relevé que cette question est d'ordre public et non pas simplement d'ordre privé, comme le soutient l'appelante, dès lors que la question a trait non seulement à la garantie du double degré de juridiction, mais encore et surtout au principe de l'immutabilité du litige et à l'existence même du recours hiérarchique obligatoire prévu en la matière devant le directeur de l'administration des Contributions directes.

Or, s'il appert certes que devant le directeur de l'administration des Contributions directes, de même que devant les premiers juges, l'actuelle appelante a fait état de la réalisation d'un bénéfice de cession « immeuble commercial » du chef de la cession de parts

susvisée du 4 août 2000 de l'ordre de 5.568.000.- LUF, au lieu des 23.451.514.- LUF retenus par le bureau d'imposition, alors qu'en instance d'appel, elle invoque la réalisation d'une perte de 112.549.- LUF lors de la même opération de cession, force est néanmoins de constater que dès l'introduction de sa réclamation devant le directeur, l'actuelle appelante a toujours demandé la réformation des deux bulletins d'établissement des revenus d'entreprises collectives et de l'impôt sur le revenu des collectivités du 30 novembre 2005 en contestant le montant du bénéfice de cession du chef de la cession de parts du 4 août 2000 et en demandant la juste imposition de cette opération, de sorte que l'objet de sa demande n'a pas changé depuis la saisine du directeur et l'appel n'est pas critiquable de ce chef.

L'appel est partant recevable pour avoir encore été introduit dans les formes et délai de la loi.

En vertu de l'article 15 (1) n° 4 LIR, le bénéfice commercial, défini par l'article 14 LIR, comprend aussi le bénéfice réalisé à l'occasion de « *la cession à titre onéreux de sa participation ou d'une fraction de celle-ci par le coexploitant ou l'associé d'une des entreprises visées à l'article 14 n° 2* ».

L'appelante revêtant la forme d'une société commerciale, en l'occurrence celle de société à responsabilité limitée, soumise à l'impôt sur le revenu des collectivités, les résultats dégagés lors d'une opération de cession de sa participation dans la société civile immobilière ... et lui imputés doivent être intégrés dans son bénéfice soumis à l'impôt sur le revenu des collectivités.

C'est à bon escient que les parties en cause se rejoignent pour voir retenir que conformément à la théorie du faisceau des bilans (« *Bilanzbündeltheorie* »), précisée par l'article 57 LIR, qui dispose qu'« *à l'exclusion des dispositions visant expressément les exploitants individuels, les dispositions de la présente sous-section s'appliquent aux coexploitants d'une entreprise commerciale collective [dont ceux d'une société civile], comme si chaque coexploitant exploitait individuellement* », l'associé d'une société de personnes est fiscalement censé avoir exploité lui-même directement l'activité exercée par la société de personnes, de manière que l'exploitation lui ainsi imputée comprend non seulement les éléments du bilan de la société transparente, mais également les éléments de l'actif ou du passif faisant partie de l'actif investi de l'associé mais servant à l'activité de la société transparente et en raison desquels un bilan fiscal complémentaire dans le chef de cet associé doit être établi dans ce cas.

Les modalités de la détermination du bénéfice de cession sont fixées par l'article 55 LIR.

Aux termes de l'article 55 (1) LIR, « *le bénéfice de cession (...) visé à l'article 15 est constitué par l'excédent de la valeur actuelle du prix de cession, préalablement augmentée de la valeur estimée de réalisation des biens investis qui, à l'époque de la cession ou de la cessation, sont transférés au patrimoine privé de l'exploitant, sur la somme des frais de cession (...) et de la valeur de l'actif net investi à ladite époque. Cette dernière valeur est celle établie pour la détermination du bénéfice courant d'exploitation conformément aux prescriptions régissant l'évaluation en fin d'exercice.* »

En présence d'un associé d'une entreprise collective fiscalement transparente, il y a lieu à application combinée des dispositions des articles 15 (1) n° 4 et 57 LIR, de sorte que



l'actif net investi de l'exploitation lui imputée comprend, l'actif net investi propre à l'entreprise collective, d'un côté, auquel il convient d'ajouter les éléments, positifs ou négatifs, du bilan complémentaire propre à l'associé, d'un autre côté. Ainsi, les éléments de l'actif et du passif de ce bilan complémentaire doivent être pris en compte pour la fixation de la valeur de l'actif net investi visé par l'article 55 LIR.

Il s'ensuit que le bénéfice de cession réalisé par l'appelante lors de la cession du 4 août 2000 de 240 parts de la société civile immobilière ... doit être déterminé en tenant compte du prix de cession de l'actif net investi et des éléments du bilan complémentaire de l'appelante.

Si les parties à l'instance d'appel s'accordent sur ces principes, elles sont en désaccord sur le montant à mettre en compte au titre du bilan complémentaire, l'appelante faisant état d'un montant négatif -22.268.045 LUF, tandis qu'un montant de 1.536.018.- LUF a été mis en compte par le bureau d'imposition. - Il se dégage des éléments de la cause que les parties sont plus spécialement en désaccord en ce qui concerne le prix de cession des parts de la société civile immobilière ..., le bureau d'imposition paraissant avoir pris en compte, dans le cadre de l'établissement du bilan complémentaire de l'appelante, la circonstance particulière que la cession du 4 août 2000 dont l'imposition est en discussion s'insère dans une série de cessions de parts antérieures intervenues entre sociétés d'un même groupe, à savoir 1) la cession du 28 septembre 1999 par laquelle l'appelante a cédé les 510 parts de la société civile immobilière ... à la société ...<sup>3</sup> (au prix de 3.000.- LUF par part sociale) ; 2) celle du 25 octobre 1999 par laquelle ... a cédé lesdites 510 parts à ... (au prix de 91.843.- LUF par part sociale) et 3) celle du 15 novembre 1999 par laquelle ... a recédé les 510 parts à l'appelante (au prix de 93.470.- LUF par part sociale).

Cette opposition de valeurs au niveau du solde du bilan complémentaire de la société ..., c'est-à-dire l'opposition des parties en cause au niveau d'une valeur comptable requise pour la détermination du bénéfice ou de la perte de cession réalisé par la société ... lors de la cession par elle en 2000 de 240 parts sociales de la société civile immobilière ... soulève une question de fait qui doit être résolue préalablement.

A cette fin, avant tout autre progrès en cause, la Cour estime nécessaire d'ordonner une consultation afin d'être fixée sur la valeur à mettre en compte au titre du solde, positif ou négatif, du bilan complémentaire de la société ....

### **Par ces motifs,**

la Cour, statuant à l'égard de toutes les parties en cause ;

reçoit l'appel en la forme ;

avant tout autre progrès en cause, tous autres droits et moyens des parties étant réservés, nomme consultant :

...

---

<sup>3</sup> devenue entretemps la société FNP INVEST SA

avec la mission de dresser, selon les règles comptables applicables à l'année en question, le bilan complémentaire de la société ... et d'en dégager le solde, positif ou négatif, à mettre en compte pour la détermination du bénéfice ou de la perte de cession réalisé lors de la cession en 2000 de 240 parts sociales de la société civile immobilière ...,

dit que le consultant aura communication des pièces transmises à la Cour par les parties en cause et de l'ensemble du dossier fiscal et qu'il pourra s'entourer de tierces personnes dans le cadre de l'accomplissement de sa mission ;

invite le consultant à remettre son rapport pour le 15 avril 2009 au plus tard, et à solliciter un report de cette date au cas où il n'arriverait pas à remettre son rapport dans le délai lui imparti,

dit qu'en cas de refus ou d'impossibilité d'accepter la mission l'expert désigné sera remplacé à la requête de la partie la plus diligente par simple ordonnance du président de la Cour ou du magistrat qui le remplacera, l'autre partie dûment convoquée ;

ordonne à la partie appelante de consigner la somme de 1.250.- € (mille deux cents cinquante euros) à titre d'avance sur les frais et honoraires du consultant à la Caisse des Consignations et d'en justifier à la Cour, faute de quoi l'affaire sera réappelée à l'audience pour y voir statuer à nouveau,

dit qu'en cas de dépassement de la provision ainsi fixée, en cours d'exécution de la mesure d'expertise ordonnée, il appartiendra à l'expert de s'adresser à la Cour en vue de la fixation d'une provision supplémentaire à consigner par la partie appelante, au vu des justificatifs de ses dépenses et honoraires encourus ou à encourir dans le cadre de l'accomplissement de sa mission,

réserve les frais,

fixe l'affaire au rôle général.

Ainsi délibéré et jugé par :

Georges RAVARANI, président,  
Francis DELAPORTE, vice-président,  
Henri CAMPILL, premier conseiller,

et lu par le président en l'audience publique au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête en présence du greffier en chef de la Cour Erny MAY.

s.MAY

s.RAVARANI

Reproduction certifiée conforme à l'original  
Luxembourg, le 15 janvier 2009  
Le greffier de la Cour administrative

